



Égalité de genre en Jordanie : perceptions locales et obstacles à la participation politique

Article proposé par le Secrétariat de la Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée

Tables des matières :

- Introduction
- Le contexte jordanien : du national au local
- Perceptions et obstacle dans le gouvernorat de Ma'an
- Réflexions et recommandations politiques
- Références

Introduction

En décembre 2018 l'Association caritative des femmes Al-Anwar (Al-Anwar Women Charity Society), a publié le diagnostic de terrain intitulé « Les femmes au pouvoir : perceptions locales et obstacles à Ma'an » en tant que chef de file du pôle local d'acteurs de l'égalité femmes-hommes© du troisième cycle en Jordanie, mis en œuvre par la Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée (FFEM) avec le soutien de l'Institut Européen de la Méditerranée (IEMed) et inséré dans l'Axe 1 «Renforcer les capacités des acteurs de l'égalité» du projet «Femmes d'avenir en Méditerranée» financé par le Fonds de solidarité prioritaire de Ministère français des l'Europe et des Affaires étrangères.

Grâce à cette initiative, la Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée met en évidence l'expertise de la société civile en tant que moteur de changement social et observatrice privilégiée des politiques d'égalité femmes-hommes. De plus, la méthodologie des pôles locaux permet aux chercheurs et aux chercheuses impliquées de connaître le travail des associations travaillant en faveur des droits des femmes.¹

Grace aux expériences des associations participant aux cycles des pôles locaux précédents, l'Association caritative des femmes Al-Anwar disposait de nouvelles stratégies pour faire un suivi rapproché du sujet sélectionné.² Le diagnostic duquel cet article est tiré propose une analyse participative de l'exercice du pouvoir et des responsabilités politiques des femmes jordaniennes à niveau local, notamment dans le gouvernorat de Ma'an, en faisant ressortir des données très utiles pour comprendre les attitudes et les normes sociales à l'égard de l'engagement politique féminin dans le pays.

La méthodologie suivie par l'équipe de recherche d'Al-Anwar¹ lui a permis de mesurer le degré d'acceptation de la présence des femmes au pouvoir par la société du gouvernorat de Ma'an, d'analyser les relations sociales et les stéréotypes relatifs au rôle des femmes dans la société, et de décrire les coutumes et traditions qui affectent la participation des femmes aux affaires publiques, parmi d'autres objectifs.

Le contexte jordanien : du national au local

Au niveau national, la Jordanie a enregistré dernièrement des progrès, bien que modérés, pour ce qui en est des efforts pour la promotion des femmes à la direction des postes de direction politique, soit exécutive que législative : le nombre de femmes occupant des portefeuilles ministériels dans le gouvernement actuel d'Omar al-Razzaz (14 juin 2018 – jusqu'à présent) a augmenté à 25% - en comptant 7 femmes sur 28 ministres - par rapport au gouvernement précédent qui comptait 2 ministres femmes sur un total de 29 ministres, soit le 6,8%.³ Quant aux dernières élections législatives en 2016, les femmes ont remporté 15,38% des sièges, c'est-à-dire 20 sièges sur 130,⁴ dont cinq ont été remportés sur la base de la concurrence électorale et les autres grâce au système de quotas imposé en 2012.⁵ ce résultat est considéré par Al-Anwar comme le meilleur taux de participation politique des femmes jordaniennes jusqu'à présent. Les élections de novembre 2020 établiront probablement une référence pour comprendre le rythme de cette progression et établir des nouveaux mécanismes d'analyse pour les années à venir.

En ce qui concerne le gouvernorat de Ma'an, les femmes n'ont emporté aucun des sièges attribués à la circonscription électorale générale exemptes du système de quotas, tandis qu'une seule femme a obtenu un siège inclus dans le système de quotas.⁶

Ma'an représente dans ce sens un cas assez typique. En faite, au niveau local, la participation politique des femmes dans la totalité du territoire jordanien s'est triplée au cours des quinze dernières années par le biais du système de quotas, à l'exception des gouvernorats. Les élections des conseils municipaux et des gouvernorats du 2017 présentent les résultats suivants :

- pour les conseils municipaux : 616 hommes et 441 femmes, dont 124 élues avec concurrence directe et 317 grâce au système des quotas ;
- pour les conseils locaux : 1196 hommes et 555 femmes, dont 231 élues avec concurrence directe et 324 grâce au système des quotas ;
- pour les conseils des gouvernorats : 263 hommes et 36 femmes, dont 4 avec concurrence directe et 32 femmes élues grâce à l'imposition du système des quotas.⁷

¹ L'enquête - constituée grâce à groupes de discussion et un questionnaire en deux parties pour évaluer l'acceptation de la société des femmes au pouvoir et identifier les obstacles à la leadership féminine - a été menée auprès de 419 personnes du gouvernorat de Ma'an (président-e-s d'OSC, activistes, étudiant-e-s universitaires, journalistes, fonctionnaires publics, professeures et avocat-e-s) en juillet et août 2018.

Sur les douze gouvernorats de Jordanie, le gouvernorat de Ma'an – le plus grand au niveau de la superficie mais onzième au niveau de la population – présentent la représentation politique féminine suivante, sur les différents espaces électoraux : 33.8% des femmes dans les conseil municipaux (la plus bas au niveau national) ; 27.8% des femmes élues dans les conseils locaux ; 11.1% des femmes élues dans les conseil du gouvernorat.⁸

L'utilisation des quotas reste controversée en Jordanie, comme dans la plupart des pays. Étant donné que les quotas sont considérés comme des « mesures temporaires spéciales », on a tendance à penser souvent qu'ils ne sont plus nécessaires après un ou plusieurs cycles électoraux si la représentation des femmes a augmenté.⁹ Cette logique suppose que puisque la représentation des femmes a augmenté, elle ne fera que continuer à le faire, et que le quota n'est plus indispensable. Ce type de réflexion peut constituer un facteur de risque¹⁰ qui ne tient pas compte de l'influence significative des normes sociales sur les possibilités politiques des femmes, de leurs évolutions et des temps nécessaires pour que les changements souhaités se réalisent.

Perceptions et obstacle dans le gouvernorat de Ma'an

Le questionnaire de l'enquête du diagnostic réalisé par Al-Anwar est précisément consacré à la question des normes sociales en Jordanie influençant la pérennisation des stéréotypes de genre, dans le gouvernorat de Ma'an. Hormis les nombreuses études citées qui soulignent comment les femmes en Jordanie sont confrontées à un taux élevé d'analphabétisme, ce qui conduit à leur participation réduite au marché du travail et à taux de chômage élevés, à un faible niveau de vie,¹¹ et mettent en évidence que les femmes intériorisent les stéréotypes de genre, manquent d'ambition et de confiance en elles, sont la cible des discriminations tribales et que, pour cela aussi, beaucoup d'elles abandonnent leur emploi¹², le diagnostic s'appuie également sur l'étude de Safaa Al Shuweihat – menée pour déterminer le niveau d'acceptation de la présence de femmes aux postes de direction et l'intensité des barrières sociales et culturelles du point de vue des étudiant.e.s universitaires jordaniennes – qui a révélé que les étudiant.e.s universitaires soutiennent fortement la position selon laquelle les femmes puissent et doivent occuper des postes de direction, et estiment que l'intensité des barrières sociales est modérée. Elle a également montré que les étudiantes étaient plus ouvertes aux femmes occupant des postes de direction que les étudiants, alors que les étudiants pensaient que l'intensité des barrières sociales était plus élevée, par rapport aux étudiantes.¹³

Par contre, l'étude d'Al-Anwar présente des résultats différents, en montrant une attitude socioculturelle en moyenne plus conservatrice à Ma'an, comparée à celle du groupe cible des jeunes universitaires interviewées par Al Shuweihat qui bénéficient d'une éducation internationale permettant la mixité des genres. Aux variables de perceptions analysées par les questionnaire pour mesurer le degré d'acceptation ou consentement de la société des femmes au pouvoir, les questions portant sur « j'accepte qu'une femme soit gouverneure/ambassadrice du pays/Premier Ministre/ chef de mon clan » ont reçu des estimations d'acceptation très faibles (entre 1.9 et 1.4 sur 5). Il a été constaté par Al-Anwar que les groupes sociaux et les communautés de Ma'an ont souvent du mal à

accepter ce qui représente la nouveauté lorsqu'il s'agit du Royaume en général ou du gouvernorat en particulier.¹⁴

En ce qui concerne une deuxième question de l'enquête qui porte sur l'identification des obstacles empêchant les femmes d'occuper des postes de direction, les estimations des variables qui mesurent les contraintes socio-culturelles à l'exercice du pouvoir par les femmes se révèlent le plus élevées dans le cadre des affirmations suivantes, à titre explicatif : « la maison est le royaume de la femme et elle ne dispose pas du droit de le quitter sauf impératif », « les coutumes et les traditions requièrent que les femmes prennent soin de la maison ».¹⁵

Certaines tendances et méthodes d'éducation - dérivées souvent d'une interprétation politique et religieuse instrumentale - persistent à propager l'idée que l'unique rôle des femmes s'inscrit dans le contexte de la famille, et nient leurs rôles multiples dans la société.¹⁶ Les femmes, en plusieurs territoires jordaniens, s'avèrent être influencées par ces pensées et ne sont pas encouragées à participer aux activités de la vie publique; par conséquent, elles n'accèdent pas non plus à des postes de décision.¹⁷

Rabaa Krishan, enseignante du Centre des Langues et de Communication culturelle à l'Université Al-Hussein Bin Talal, estime que des raisons variées ont conduit à de telles contraintes, notant que la société de Ma'an n'accorde ni la confiance ni le soutien nécessaire aux femmes: en plus du manque de soutien des femmes entre elles – causé par l'influence de la culture patriarcale – les femmes ne disposeraient pas des compétences nécessaires pour persuader les autres, ce qui permet au même système de maintenir cet « ordre ».¹⁸

À cette égard, le diagnostic souligne que l'un des obstacles principaux serait l'insuffisante promotion par les médias des questions qui touchent les femmes au niveau politique et législatif, y compris leurs réussites, d'où viendrait la méconnaissance des femmes des lois et règlements (la Constitution stipule que les Jordaniens sont égaux devant la loi, et affirme le principe de l'égalité des chances dans les fonctions publiques ; la loi électorale autorise les hommes et les femmes à participer à la vie publique, soit en votant, soit en se présentant comme candidat.e.s. Par ailleurs, on a vu qu'il existe le principe du quota pour les sièges supplémentaires), ainsi que l'échec des partis politiques et des OSC qui ne facilitent pas l'accès des femmes aux structures de pouvoir plus élevées.¹⁹ Cela signifie que les législations plus inclusives ont eu peu d'impact sur l'occupation des postes de direction par les femmes, dans le contexte local analysé par Al-Anwar.²⁰

Des entretiens menés par l'OCDE en 2018 ont également révélé que les femmes du Sud de la Jordanie sont davantage entourées par des idéologies conservatrices concernant leurs rôles, notamment dans la dimension de la représentation et la participation politique. Par exemple, lors des discussions sur les moyens possibles pour les candidates de toucher leurs électeurs et électrices autrement qu'en leur rendant visite physiquement (puisque dans les régions plus conservatrices, il est socialement tabou pour les femmes de faire du porte-à-porte pour faire campagne ou d'organiser des dîners privés, le soir), les femmes de Ma'an ont également considéré comme inappropriées des mesures moins directes, telles que les appels téléphoniques aux électeurs et électrices potentielles ou l'utilisation des médias sociaux.²¹

Il est utile de mentionner que les taux de pauvreté par gouvernorat en Jordanie atteignent le pourcentage le plus élevé dans le gouvernorat de Ma'an²², et que la Jordanie a le taux de participation des femmes au marché du travail (FLFP) le plus faible au monde parmi les pays qui ne sont pas en guerre, malgré le fait que le gouvernement jordanien et les partenaires de développement aient investi massivement dans la promotion de l'inclusion économique des femmes.²³ Dans ce cadre, le diagnostic d'Al-Anwar permet de mieux comprendre certaines contraintes très pertinentes qui empêchent les groupes exclus, tels que les femmes et les filles, d'avoir des chances égales d'améliorer leur qualité de vie en Jordanie.

Réflexions et recommandations politiques

Suite à l'analyse des résultats de l'enquête de terrain, intégré avec les discussions de groupes, la consultation de personnel expert et la documentation théorique, l'étude d'Al-Anwar aboutit à une série de recommandations:²⁴

- promouvoir la coopération entre les médias officiels et non-officiels, les OSC et les établissements d'enseignement secondaires et universitaires, afin de sensibiliser les publics sur les stéréotypes de genre, de lutter contre les traditions culturelles et sociétales inhibant l'auto-détermination des femmes et de remettre en question les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes ;
- prévoir des mécanismes de plaidoyer pour demander aux responsables politiques, des partis et communautaires, de contribuer à transformer l'image stéréotypée des femmes, et de les soutenir dans l'autonomisation politique et socio-économique ;
- réviser et transformer l'image des femmes dans les manuels scolaires et universitaires, modifiant les contenus afin de mettre en avant la capacité et la légitimité des femmes à occuper des postes de direction, et souligner leur rôle dans le développement de la société ;
- assurer la présence des femmes dans les événements internationaux et communautaires et organiser des rencontres avec les étudiant.e.s dans les écoles et les universités afin de valoriser leurs capacités et leurs qualifications dans tous les aspects de la vie ;
- œuvrer pour des nouvelles lois électorales qui encouragent les coalitions et créent des opportunités pour les femmes afin qu'elles concourent plus aisément aux élections dans le but d'accélérer le changement social, en Jordanie et dans le gouvernorat de Ma'an en particulier ;
- intégrer les femmes dans le processus de développement, améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs familles, à travers de programmes en partenariat avec les organisations internationales de la société civile et les institutions gouvernementales. Cette mesure permettrait d'améliorer la qualité des services dans le gouvernorat de Ma'an, d'assurer le développement local et d'améliorer le niveau de vie de sa population, ce qui aurait des répercussions positives sur la jouissance des femmes de leurs droits.

Références

¹ Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée (2016) «Les pôles locaux d'acteurs de l'égalité femmes-hommes sont présentés aux responsables politiques et autres acteurs euro-méditerranéens» – 18/10/2016

URL : <https://www.euromedwomen.foundation/pg/fr/news/view/6131/les-poles-locaux-acteurs-egalite-femmeshommes-sont-presentes-responsables-politiques-autres-acteurs-euromediterraneens>

² Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée (2017) «Rencontre avec les 7 associations qui analyseront la situation des femmes en 2018» – 22/12/2017»

URL: <https://www.euromedwomen.foundation/pg/fr/news/view/7484/rencontre-avec-7-associations-qui-analyseront-situation-femmes-en-2018>

³ Site officiel du gouvernement jordanien, par date de formation.

URL : <http://www.pm.gov.jo/byFormationDate>

⁴ Site officiel du Parlement Jordanien, liste des membres.

URL: <http://www.representatives.jo/ar/%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3/%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3-%D8%A7%D9%84%D9%86%D9%8A%D8%A7%D8%A8%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D8%AB%D8%A7%D9%85%D9%86-%D8%B9%D8%B4%D8%B1>

⁵ Article 51 de la loi n° 25 de 2012 sur Loi sur l'élection à la Chambre des représentants.

URL : <http://www.jordanpolitics.org/uploads/635463750512795199.pdf>

⁶ Al-Anwar Women Charity Society (2018) « Les femmes au pouvoir : perceptions locales et obstacles à Ma'an », Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée, diagnostic de terrain 21, cycle 3, p.14.

URL : <https://www.euromedwomen.foundation/pg/fr/documents/view/8743/diagnostic-terrain-les-femmes-au-pouvoir-perceptions-locales-obstacles-a-maan-jordanie>

⁷ Al-Hayat Centre (2017), «RASED Analysis on the Representation of Women in Municipal Governorate Council Elections 2017»

URL: <http://www.hayatcenter.org/uploads/2017/09/20170907131130en.pdf>

⁸ *Ibidem.*

⁹ OECD (2018), « Women's Political Participation in Jordan – Barriers, Opportunities and Gender Sensitivity of Select Political Insitutions », MENA-OECD Governance Programme with the Jordanian National Commission for Women, p. 69.

URL : <https://www.euromedwomen.foundation/pg/en/documents/view/9305/womens-political-participation-in-jordan-barriers-opportunities-and-gender-sensitivity-of-select-political-institutions>

¹⁰ *Ibidem.*

¹¹ Kreishan, F.; Al-Awad, A. (2011). « Economic and Social Reality of Women in Ma'an Governate », An-Najah University Journal for Research (Humanities), V. 25, Issue No. 4, P. 821-848

URL : <https://journals.najah.edu/article/177/>

¹² Al-Hussein, I. (2011). « Attributes and Skills of Leading Jordanian Women and Obstacles They Face », Damascus University Journal, Volume 27, Issue No. 3, P. 413-473

¹³ Al Shuweihat, S. (2017). « Social and Cultural Barriers Hindering Educated Women from Assuming Leadership Positions, from GJU Students' Perspective », Jordan Journal of Social Sciences, V.10, Issue No. 1, P. 99-118

¹⁴ Al-Anwar Women Charity Society (2018) « Les femmes au pouvoir : perceptions locales et obstacles à Ma'an », Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée, diagnostic de terrain 21, cycle 3. p.16.

URL : <https://www.euromedwomen.foundation/pg/fr/documents/view/8743/diagnostic-terrain-les-femmes-au-pouvoir-perceptions-locales-obstacles-a-maan-jordanie>

¹⁵ *Ibidem*, p. 18

¹⁶ Al Maaitah R., Oweis A., Olimat H., Altarawneh I., Al Maaitah H. (2012). « Barriers Hindering Jordanian Women's Advancement to Higher Political and Leadership Positions. » Journal of International Women's Studies, 13(5), 101-122.

URL: <https://vc.bridgew.edu/jiws/vol13/iss5/10>

¹⁷ AL AHMAD, W. (2016). « Autonomisation politique des femmes arabes, étude comparative », Centre de recherche sur la recherche sociale et les études féministes, Riyadh. Du diagnostic surcité p. 18 URL :

URL : <https://www.euromedwomen.foundation/pg/fr/documents/view/8743/diagnostic-terrain-les-femmes-au-pouvoir-perceptions-locales-obstacles-a-maan-jordanie>

¹⁸ Al-Anwar Women Charity Society (2018) « Les femmes au pouvoir : perceptions locales et obstacles à Ma'an », Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée, diagnostic de terrain 21, cycle 3. p.20.

URL : <https://www.euromedwomen.foundation/pg/fr/documents/view/8743/diagnostic-terrain-les-femmes-au-pouvoir-perceptions-locales-obstacles-a-maan-jordanie>

¹⁹ *Ibidem*

²⁰ *Ibidem*, p. 22

²¹ OECD (2018), « Women's Political Participation in Jordan – Barriers, Opportunities and Gender Sensitivity of Select Political Institutions », MENA-OECD Governance Programme with the Jordanian National Commission for Women, p. 65, p.71.

URL : <https://www.euromedwomen.foundation/pg/en/documents/view/9305/womens-political-participation-in-jordan-barriers-opportunities-and-gender-sensitivity-of-select-political-institutions>

²² Lenner, K. (2013), «Poverty and Poverty Reduction Policies in Jordan» Atlas of Jordan : History, Territories and Society. Beyrouth: Presses de l'Ifpo, pp. 335-343

URL: <https://books.openedition.org/ifpo/5036>

²³ World Bank (2018) «Hashemite Kingdom of Jordan Understanding How Gender Norms in MNA Impact Female Employment Outcomes»

URL: <https://www.euromedwomen.foundation/pg/en/documents/view/9285/hashemite-kingdom-of-jordan-understanding-how-gender-norms-in-mna-impact-female-employment-outcomes>

²⁴ Al-Anwar Women Charity Society (2018) « Les femmes au pouvoir : perceptions locales et obstacles à Ma'an », Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée, diagnostic de terrain 21, cycle 3. p. 24.

URL : <https://www.euromedwomen.foundation/pg/fr/documents/view/8743/diagnostic-terrain-les-femmes-au-pouvoir-perceptions-locales-obstacles-a-maan-jordanie>